



CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT

Paris, le 20 septembre 2010

Herman Van Rompuy
Président du Conseil européen

**NON PAS RENATIONALISATION DE LA POLITIQUE EUROPEENNE,
MAIS EUROPEISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE**

Discours à l'invitation de "Notre Europe"
Paris, Grand amphi de Sciences-Po

Cher Président,
Mesdames et messieurs,
Chers étudiants et étudiantes,
Chers amis européens,

Je suis ravi de pouvoir m'exprimer ce soir devant vous ici à Paris. Je remercie chaleureusement Notre Europe de m'avoir invité; j'ai accepté l'invitation par respect pour votre travail au service de l'idée européenne. Je pense par exemple à votre récent rapport sur l'énergie, qui est excellent et qui sera très utile au Conseil européen de début février consacré à la politique énergétique. Je remercie également Sciences-Po de nous accueillir ce soir. Je suis particulièrement heureux de voir tant d'étudiants et de jeunes parmi vous!

J'avais moi-même vingt ans en 1968. À ce moment, Paris, et notamment cette Faculté, était la capitale politico-culturelle du monde!

En Europe - en France peut-être même plus qu'ailleurs - nous aimons célébrer les Pères Fondateurs de la construction européenne: Robert Schuman, Jean Monnet, Konrad Adenauer, Paul-Henri Spaak... Ce sont leurs actes créateurs qui ont permis à l'Europe de naître.

La mémoire de nos *Fondateurs*, toutefois, ne devra pas nous faire oublier que l'œuvre européenne n'est pas achevée. Elle reste à fonder, tous les jours. *A work in progress*. Il n'y a pas de droits acquis dans l'histoire.

P R E S S E

POUR PLUS DE DÉTAILS:

Dirk De Backer - porte-parole du Président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19

Jesús Carmona - porte-parole adjoint du Président ☎ +32 (0)2 281 9548 / 6319 - +32 (0)475 65 32 15

e-mail: press.president@consilium.europa.eu - internet: http://www.european-council.europa.eu/van_rompuy/

FR

Il faut souligner ce progrès graduel mais inexorable de l'Europe. Au cours des premiers mois passés dans ma nouvelle fonction, j'ai remarqué une chose intéressante: la soi-disant lenteur de l'Europe désespère tant ses fidèles que ses détracteurs. "Dépêche-toi, chérie", crient les premiers; "quelle léthargie", ironisent les derniers.

À tous ces mécontents il faut répondre, comme Galilée: "*Et pourtant, elle tourne!*". Le secret de l'Europe, c'est l'usage intelligent du temps. Elle prend son temps. Les amoureux impatientes le comprennent aussi peu que les inconditionnels du *statu quo*. À la fin, notre Union surprend toujours.

Cet exploit remarquable est difficile à percevoir. En conséquence, on entend en permanence un chœur de voix prétendre que l'Union est trop invisible ou en plein déclin. Ainsi, fin août, un professeur américain, membre de l'influent *Council on Foreign Relations*, écrivait dans le *Washington Post* (je le citerai en anglais):

"The European Union is dying – not a dramatic or a sudden death, but one so slowly and steady that we may look across the Atlantic one day soon and realize that the project of European integration that we've taken for granted over the past half-century is no more."¹

L'Union européenne en train de mourir – rien de moins!

Cela me rappelle l'oraison funèbre de Bossuet aux funérailles de Henriette-Anne d'Angleterre (1670), et ces mots passés à la postérité: "Madame se meurt! Madame est morte!"

Mesdames et messieurs,

Je suis convaincu que ce pessimisme est fort exagéré. Comme disait Mark Twain, découvrant son nom dans la rubrique nécrologique: "The reports of my death have been greatly exaggerated". L'Europe est coriace. Nous sommes capables, ensemble, de garder la maîtrise de notre destin.

Il y a un point dans l'analyse du professeur Kupchan qui me frappe. Le danger mortel qu'il voit pour nous, il l'appelle: "renationalisation de la politique européenne". On retrouve de plus en plus souvent cette expression. Elle me paraît superficielle. L'Europe ne s'est jamais faite contre les nations. Si les politiques nationales occupent une grande place dans notre Union, pourquoi cela ne la renforcerait-il pas? En un mot: non pas renationalisation de la politique européenne, mais européanisation de la politique nationale! C'est l'avancée même de notre action commune jusqu'au cœur des corps politiques nationaux qui se fait sentir.

Plus étonnant que le pessimisme d'observateurs étrangers est celui qui émane parfois des cercles bruxellois, un certain pessimisme de l'amour déçu. À force de placer la barre trop haut on finit par déchanter rapidement. La déception empêche l'action. Et c'est précisément d'action dont on a besoin!

Nous ne sommes plus en 1950 ou 1960, quand l'idéal de la paix – ou son pendant, le souvenir de la guerre! – pouvait à lui seul porter l'idée européenne. Mais nous n'allons quand même pas regretter que la paix règne depuis si longtemps entre les nations européennes! Ce serait absurde.

¹ Charles Kupchan, "The European Union: going its separate ways", *The Washington Post*, 29 août 2010.

L'essentiel, c'est que, à bien des égards, nous ne sommes plus en 1960. L'Europe n'est plus une plante de serre jeune et donc vulnérable, comme dans les débuts de la Communauté à Six.

Elle existe, indépendante de la volonté de quiconque. *A fact of life*. Une rupture dans l'histoire. Elle s'est imposée dans le droit; elle oblige, avec ses institutions, les gouvernements à coopérer, à régler leurs différends dans des salles de réunion à Bruxelles plutôt que sur les champs de bataille, de Verdun à Sarajevo.

Elle a été un point d'ancrage stable pour notre continent après la chute du communisme en 1989, forte aujourd'hui de ses 27 États membres, anciens et nouveaux. (J'ajoute qu'aujourd'hui encore, la simple perspective européenne constitue, pour les Balkans occidentaux, le meilleur garant de la paix. Je suis convaincu qu'il suffirait que quelques incidents éclatent pour mettre cette région à feu et à sang. Si ce scénario ne s'est pas produit, c'est parce qu'il y a l'espoir d'appartenir un jour à l'Union. La paix reste donc encore un argument essentiel pour l'Europe.)

L'Europe s'est installée dans la vie de nos citoyens; elle tisse tous les jours davantage de liens entre nos économies, nos sociétés civiles, entre les intérêts et les valeurs des uns et des autres, couvrant un espace de 500 millions d'Européens.

Comme vous pouvez le constater, après soixante ans d'histoire commune, nous sommes loin de la petite plante de serre communautaire craignant que les forces du mal ne la piétinent! Nous avons désormais dépassé, et de loin, le stade de l'idéalisme comme seul garant de la solidité de notre Europe! L'Europe, je le répète, est une partie de notre vie en société. Mais qui n'avance pas, recule.

Mesdames et messieurs,

J'ai souhaité parler aujourd'hui des "grands défis de l'Union européenne". Au lieu de nous plonger dans les détails de telle ou telle directive du marché unique, ou les circonstances de tel ou tel épisode diplomatique, examinons les choses dans une perspective plus large. Où en sommes-nous aujourd'hui? Quels sont les domaines d'action prioritaires? Pourquoi y a-t-il des raisons de croire en notre étoile?

Je voudrais à cet égard aborder deux sujets qui me sont chers: la gouvernance économique de l'Europe et la place de notre Union dans le monde. Ces deux sujets ont dominé le Conseil européen de la semaine dernière. En cours de route, j'évoquerai également un point institutionnel qui passionne les experts, les rapports entre la "méthode communautaire" et le Conseil européen. À mon avis, ce point permet de comprendre pourquoi on se trompe lorsqu'on parle d'un déclin européen.

À la fin, nous aurons un débat dont je me réjouis d'avance car ce sera pour moi la partie la plus intéressante de notre rencontre!

ÉCONOMIE / GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE

Commençons par l'économie. Ce printemps, l'Union économique et monétaire a vécu des moments difficiles. Vous en êtes tous conscients.

Les problèmes de financement qu'a connus le gouvernement grec ont débouché sur une crise majeure de la zone euro tout entière. Au plus fort de la crise, autour du week-end des 7, 8 et 9 mai, c'était la survie même de l'euro – et donc de l'Union européenne – qui était en jeu. Leur sort est désormais intimement lié. L'Europe a résisté aux démons internes et externes. Oui, l'Union et l'euro sont coriaces !

C'est en ces moments difficiles que les forces invisibles qui nous tiennent ensemble - et dont on sous-estime l'importance - se montrent au grand jour. Le 7 mai, les chefs d'État ou de gouvernement des 16 États de la zone euro ont décidé de tout mettre en œuvre pour sauvegarder la stabilité de l'euro. En 48 heures, des mesures sans précédent ont été prises, dont notamment un plan de sauvetage de 750 milliards d'euros, avec la participation du FMI.

Par la suite, des décisions ont été prises pour mieux surveiller le système bancaire au niveau européen, pour obliger les banques à passer un "test de résistance", et d'autres décisions encore, toutes destinées à restaurer la confiance. Avec le succès que l'on sait.

Il nous a fallu du temps pour trouver un juste équilibre entre la responsabilité de chacun et la solidarité avec tous. Et c'est tout à fait normal. Tout d'abord, il n'y avait aucun instrument dans le Traité pour faire ce que l'on a fait; il fallait tout inventer, en pleine tempête. Ensuite, l'Union européenne n'étant pas un État, les procédures de décision sont compliquées. Dans le cas de la zone euro, nous avons affaire à 16 gouvernements et à 16 parlements. Chacun, de son côté, a réussi cet exercice.

C'était un bel exemple de ce que l'on pourrait appeler la tortue européenne: une marche lente, hésitante d'abord, mais qui finalement a surpris tout le monde, y compris les impatientes des marchés boursiers!

Il est bien évident que nous ne pouvons en rester là. Il faut d'urgence tirer les leçons de cette crise. C'est pourquoi le Conseil européen m'avait demandé, dès le mois de mars, de présider une Task Force sur la gouvernance économique.

Je tiens à le préciser d'emblée: nous n'allons pas faire le grand saut vers une union budgétaire qui viendrait compléter notre union monétaire ou vers une mise en commun de la dette. On fera un ensemble de pas, petits peut-être, mais dans la bonne direction, et qui, cumulés, feront un grand pas!

L'enjeu est double. D'abord, réduire au minimum le risque de voir une telle crise se reproduire; dans ce contexte, nous nous employons à mieux faire respecter le Pacte de Stabilité, pour que les dépenses publiques ne dérapent plus, et à mieux surveiller les évolutions macroéconomiques des pays – pensez à un système d'alerte qui signale le risque de bulles immobilières par exemple, ou l'apparition d'importants déficits sur la balance de paiements. Notre deuxième tâche, c'est d'améliorer la capacité de l'Union européenne à réagir à une nouvelle crise. Je désire et j'attends des progrès sur ces deux plans.

Je n'entrerai pas dans le détail des mesures qui sont actuellement sur la table, en tout cas ne pas tout de suite. La gouvernance économique européenne est un des sujets favoris du Président de Notre Europe, et j'en parlerai donc volontiers pendant notre débat!

TROIS LEÇONS POLITIQUES DE LA CRISE

Puisque nous sommes ici dans un Institut d'Études Politiques, au lieu d'entrer dans la matière technique, je préfère tirer de cet épisode trois leçons politiques, des leçons sur l'état de notre Union.

La première, c'est que nous devons vivre avec le dilemme d'une union monétaire sans union budgétaire poussée. Depuis l'introduction de l'euro, les institutions européennes sont responsables de la politique monétaire, les États membres gardant la responsabilité de leurs politiques budgétaires et coordonnant leurs politiques économiques. Cela crée des tensions. D'où les décisions parfois *tortueuses* dont je parlais... !

On peut déplorer un défaut de construction, le "péché originel de l'euro" selon certains. Je dirais plutôt: un handicap structurel. Mais à l'époque – celle des négociations du Traité de Maastricht, entre l'Allemagne et la France notamment – il fallait choisir. Sans ce péché originel, l'euro ne serait même pas né!

La question pertinente pour nous aujourd'hui est donc la suivante: l'euro peut-il survivre malgré cette tension innée? Ma réponse est, sans ambiguïté, oui! Notre capacité de réaction pendant la crise l'a clairement montré. Nous avons tout fait pour défendre l'euro; nous sommes prêts et capables de le faire à nouveau si besoin est.

Si on avait appliqué le Pacte de stabilité et de croissance, on aurait pu éviter cette crise. Si on avait donné suite aux nombreuses mises en garde, notamment celles de la Banque centrale européenne, sur les problèmes de compétitivité de certains pays, le mal aurait pu être évité! On doit renforcer la surveillance, mais il faut surtout l'appliquer. La volonté politique est là maintenant. On n'a pas besoin d'une révolution institutionnelle; on a besoin d'action.

Il ne faut pas oublier non plus que l'euro n'a pu être réalisé qu'à la suite de la chute du Mur de Berlin, en 1989, même si l'idée datait évidemment d'avant. Là, c'était un événement politique majeur, une remise en cause de tous les équilibres en Europe. Même si ce que l'on vient de vivre avec la Grèce était très grave, il faut garder un sens des proportions. L'augmentation de quelques pour cent du *spread* grec ne peut être mise sur le même plan que la fin de la Guerre froide, comme lors de la création de l'euro!

Ma deuxième leçon concerne le rôle du Conseil européen à cet égard. Pourquoi les chefs d'État ou de gouvernement jouent-ils un rôle clé dans le gouvernement économique européen, pendant la crise et sans doute après?

Avant l'été, des voix se sont élevées pour critiquer ce rôle de l'institution que je préside. Un vieux schéma (que les étudiants connaissent sans doute de leurs manuels de droit européen) a fait sa réapparition: la "méthode communautaire" serait menacée par l'irruption de l'"intergouvernemental", sous la forme notamment du Conseil européen.

(Pour les non-initiés (s'il y en a ici!), on appelle méthode communautaire la méthode spécifique qu'a développée la Communauté européenne pour prendre des décisions. Au niveau purement formel, la Commission fait une proposition, le Conseil vote à la majorité, le Parlement colégifère, la Cour est compétente pour se prononcer sur l'application de la règle par les États; il s'agit, en somme, d'un système d'équilibres qui garantirait tant l'efficacité que la légitimité. L'intergouvernemental, à l'inverse, est une méthode de coopération où ce sont les gouvernements nationaux et non des institutions communes qui sont au premier plan, par exemple lors des sommets du G8 ou du G20.)

J'ai entendu parler, au Parlement européen et ailleurs, de ce schéma binaire, opposant le bien et le mal.

À mon avis, c'est un faux débat. Tout d'abord, il est normal, quand on prend des décisions qui concernent les fondements de la monnaie et qui en plus engagent des sommes extraordinaires, que la responsabilité en soit assumée par un chef de gouvernement. Pour les gouvernements en difficulté, la survie même de leur économie et de leur gouvernement était en jeu. Qui d'autre que le premier ministre Papandréou aurait dû défendre les mesures d'austérité en Grèce? Qui d'autre que la chancelière allemande Merkel aurait dû convaincre son opinion publique, qui y était en partie hostile, de venir en aide à la Grèce? Le Conseil européen est le lieu où les uns et les autres peuvent trouver des positions communes, donc européennes. Nous le faisons en coopération étroite avec les autres institutions, la Commission (dont le président est membre du Conseil européen!), le Conseil des ministres, la Banque, le Parlement; assurer ces contacts est d'ailleurs l'une de mes tâches principales. Et les *membres* du Conseil européen, les 27 présidents et premiers ministres, doivent tous coopérer de leur côté avec des acteurs politiques nationaux, leurs parlements, etc. C'est l'ensemble de tous ces liens qui constitue la force de notre Union.

En plus, dans la crise grecque, c'était le caractère inédit de la situation qui nous obligeait à prendre nos responsabilités. Nous étions en territoire inconnu. Nous avons dû inventer des mécanismes d'aide qui n'existaient pas. En outre, le Traité européen *interdit* aux États membres d'assumer les dettes d'un partenaire, et ne prévoit pas d'importants instruments communautaires pour les pays de la zone euro. Quand on explore des solutions hors du cadre juridique, les institutions européennes sont logiquement en retrait; elles reviennent dans le jeu quand le principe de s'aventurer sur le nouveau terrain est acquis. Je comprends que le Parlement européen souhaite avoir plus à dire sur le filet de sauvetage de 750 milliards, le "Special Purpose Vehicle" créé à l'extérieur du droit communautaire. Mais puisque le montant en question retombe, en dernière instance, sur les épaules des contribuables nationaux, je comprends également que certains gouvernements aient souhaité associer leur parlement national à la décision. Souvent le choix n'est pas entre la méthode communautaire et l'intergouvernemental, mais entre une position européenne coordonnée ou rien du tout. (D'ailleurs, cette coordination est souvent une première étape qui mène par la suite à des mesures plus intégrées.)

Cela ne veut pas dire que je ne comprenne pas certaines inquiétudes. À mon sens, il est essentiel que toutes les institutions travaillent ensemble, que chacun ait son rôle. Le rôle du Conseil européen est de donner les grandes orientations stratégiques, et parfois de débloquer la situation sur tel ou tel point, pas plus. Il est essentiel que la Commission puisse exercer son droit d'initiative, que le Parlement et le Conseil des ministres s'engagent. Il faut mobiliser toutes les énergies et toutes les compétences de l'Union. C'est la seule façon d'avancer ensemble.

J'en viens à la troisième et dernière leçon *politique* que la crise grecque me paraît avoir confirmée. L'Europe a toujours avancé grâce à deux principes, que j'appellerais le principe de transfert et le principe de participation. Ils ne sont pas contradictoires. Ils renforcent tous les deux l'Union dans son ensemble. Ils ont toujours coexisté. L'un ne peut pas fonctionner sans l'autre.

Le principe de transfert construit l'Europe en transférant des éléments du pouvoir exécutif, législatif ou judiciaire *du* niveau national *vers* un nouveau niveau européen. C'est l'idée de base des débuts de l'Union. Elle a présidé à la création de la Commission, du Parlement et de la Cour. Peu après la Seconde Guerre mondiale, lors de la création de la CECA, ce principe de transfert revêtait une force politique évidente. Il est toujours valable. Ses atouts sont la légitimité (morale) et l'efficacité dans les décisions: pas d'États qui se disputent, pas de vote, une seule Europe. En plus, une grande clarté. C'est le risque d'une "Bruxelles" en dehors des États membres, le risque d'un manque de légitimité démocratique .

Le principe de participation, lui, renforce l'Europe en amenant des acteurs nationaux, des pouvoirs exécutifs, législatifs ou judiciaires, dans un cadre commun et contraignant. Cette idée sous-tend la création du Conseil des ministres (dès 1950!) et du Conseil européen (en 1974), mais aussi la participation collective des Parlements nationaux à la législation européenne (avec le Traité de Lisbonne). Ici, l'intuition est que l'Europe ne peut pas se construire contre les États, mais qu'elle doit les lier. Les atouts de ce principe de participation sont (à l'inverse) une grande capacité à assumer les décisions devant les publics nationaux et le monde extérieur. Ses faiblesses: des procédures lentes et compliquées, des risques de blocages, une moins grande clarté. Mais une fois une décision prise, soutenue à 27, elle est relativement forte.

Une Europe qui se construirait par le seul transfert du pouvoir national vers le niveau européen risquerait de perdre une assise solide. Une Europe qui serait entièrement tributaire de l'implication permanente de tous les partenaires risquerait d'éclater. Il faut les deux. La participation des États donne aux décisions communes leurs fondements. Les intérêts partagés, produits par la contrainte des règles et des institutions communes, tiennent l'Europe ensemble.

Si l'on dissèque ainsi le fonctionnement de notre Union, on voit très clairement que ces deux principes ont toujours coexisté au sein de la méthode communautaire, qui, du reste, a beaucoup évolué au fil du temps. (Ne serait-ce que parce que le Conseil des ministres en fait partie).

Il n'est donc pas surprenant que Jean Monnet lui-même ait toujours reconnu que la participation des États était incontournable. En 1950, il a été convaincu de la nécessité de donner une place aux ministres nationaux dans ce qui allait devenir la Communauté, affirmant: "Vous avez raison, il faut les tirer dans le bain, ces ministres." C'est ainsi que le Conseil des ministres est né. C'est ce même principe, les "tirer dans le bain", qui a été appliqué un quart de siècle plus tard aux premiers ministres et présidents de nos pays, avec la création du Conseil européen. À nouveau, Jean Monnet joua un rôle dans la genèse de cette institution. Il raconte lui-même dans ses *Mémoires*, comment, au début des années 1970, il s'est employé, à Paris, Bonn, Londres et Bruxelles, à convaincre les chefs des exécutifs nationaux de s'impliquer davantage dans la construction européenne. Dans son esprit, ils étaient appelés à former un "gouvernement européen provisoire". Monnet était convaincu que l'Europe dans son ensemble en sortirait plus forte.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Voilà quelques secrets de notre tortue européenne, et comment elle peut damer le pion au lièvre. Elle est mise sur pied, surtout dans le domaine de l'économie.

Je souhaiterais à présent aborder le domaine de la politique extérieure. Là, notre tortue a plus de difficultés à l'emporter, le défi est plus grand. Le principe de transfert se heurte à des obstacles, à des sensibilités: nous n'allons pas faire des directives sur nos rapports avec les États-Unis ou la Russie comme on en fait sur la qualité du chocolat.

Le principe de participation, qui est certainement nécessaire dans ce domaine, demande parfois trop de temps. Quand il faut réagir à une crise humanitaire quelque part dans le monde, on ne peut pas toujours attendre que les 27 aient négocié une réponse. Le défi dans ce domaine est donc de taille.

C'est pourquoi j'ai décidé, en tant que premier Président du Conseil européen, de le relever. L'Europe ne peut plus se permettre d'être marginalisée. Nous sommes 500 millions d'Européens, produisant 22 % du PIB mondial, et pourtant nous ne pesons pas suffisamment sur la scène internationale.

Quand je suis entré en fonction, il y a 9 mois, en visitant nos 27 capitales, j'ai senti partout la frustration du Sommet de Copenhague. Le sentiment que nous étions laissés à l'écart. La prise de conscience que la force de l'exemple ne suffit pas pour l'emporter, ni dans la politique climatique ni, a fortiori, dans d'autres domaines. Certes, une partie de notre échec relatif à Copenhague tient au fait qu'il est plus difficile d'entraîner que de résister. Il y a inévitablement dans ce domaine, comme dans d'autres, une prime à l'inertie.

Mais il y avait aussi la prise de conscience que la mondialisation change de visage. Que la mondialisation, considérée pendant longtemps sous l'angle de l'économie (commerce, investissements, économies émergentes), relève également de la politique, du pouvoir. En outre, les nouveaux acteurs mondiaux ne partagent pas toujours nos intérêts, ni notre vision du monde. Cela nous affecte. Si nous voulons, en tant qu'Europe, défendre nos intérêts et nos valeurs, il faut prendre conscience de cette réalité.

Nous ne partons pas de rien. L'Union dispose de politiques externes éprouvées et dotées de moyens importants pour ce qui concerne les aspects économiques et le développement. Elle est active dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité depuis moins longtemps mais y est déjà un acteur reconnu et demandé sur bien des théâtres.

Ainsi, l'Union continue à donner de l'aide au développement (nous sommes le plus grand donateur au monde, avec 49 milliards d'euros), à mettre en place des opérations militaires et des missions humanitaires – en ce moment, nous avons 13 missions de gestion de crise dans le monde, déployées sur trois continents! Nos gendarmes et nos juges européens aident à consolider l'État de droit au Kosovo; nos policiers forment leurs homologues en Afghanistan ou dans les Territoires palestiniens; nos marins interceptent les pirates dans l'Océan indien... Sans nous, l'Autorité palestinienne ne pourrait survivre; notre aide, sous différentes formes, s'élève à un milliard d'euros.

Nous continuons à montrer aux citoyens du monde l'exemple d'un continent démocratique, où les droits de l'homme et l'État de droit sont fortement ancrés. L'Europe reste le continent de la dignité humaine et de la solidarité.

Parallèlement, nous devons toutefois raisonner et agir davantage en termes stratégiques et d'intérêts. On respectera d'autant nos valeurs qu'elles seront soutenues par de la fermeté.

À mes yeux, c'est le résultat le plus important du Conseil européen de la semaine dernière. Pour la première fois, les chefs d'État ou de gouvernement ont consacré une réunion à la place de l'Europe dans ce monde nouveau. Nous nous sommes concentrés sur nos relations avec les partenaires stratégiques de l'Union, tels que les États-Unis, la Russie ou la Chine. Tous les collègues ont insisté sur le fait qu'il ne suffit pas d'avoir des messages, mais qu'il faut avoir des instruments, exiger la réciprocité, et traduire tout cela dans des progrès concrets. Cela veut dire aussi entrer dans un jeu de négociations et de donnant-donnant. Par exemple, qu'est-ce que la Chine désire de nous, sous quelles conditions serait-ce acceptable, qu'est-ce que nous voudrions obtenir en échange? Dans ce domaine, tous les États membres n'ont pas les mêmes intérêts; il est inutile de le nier. Toutefois, il y a certaines cartes que nous ne pouvons jouer qu'ensemble. Si, par exemple, la Russie veut obtenir un changement de la politique des visas à l'égard de ses citoyens, il est impossible pour un seul État membre de le lui promettre, puisque (du fait de Schengen) nous ne pouvons le faire qu'à 27.

Ce changement de perspective ne se fera pas du jour au lendemain. C'est, en partie, une question d'organisation (nous en avons parlé), et, en partie, une question d'habitudes, de confiance, et donc de temps. Toutefois, le monde interdépendant que nous connaissons aujourd'hui fonctionne comme un vrai accélérateur. Dans ce monde, nos petites différences internes s'éclipsent.

Lors du Conseil européen de la semaine dernière, notre volonté politique s'est traduite, dans les faits, par deux décisions touchant l'Asie. En premier lieu (et après trois ans d'hésitations!), un consensus a été trouvé sur l'important accord de libre-échange avec la Corée du Sud; il dynamisera nos relations économiques avec toute la région. Ensuite, nous avons montré notre détermination face à une crise humanitaire par l'adoption de mesures commerciales destinées à aider le Pakistan, ce qui n'était pas possible il y a quelques mois.

J'ajoute deux autres résultats concrets de ces derniers mois, de nature tout aussi stratégique. Juste avant l'été, nous avons réussi à nous mettre d'accord à 27 sur de nouvelles sanctions contre l'Iran, ce qui n'était pas évident du tout. Et il y a quinze jours, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la résolution, soutenue par la Serbie et l'Union européenne, invitant les Serbes et les Kosovars au dialogue. Cette résolution commune (pour laquelle la Haute Représentante a beaucoup travaillé) est un vrai succès et constitue la preuve la plus récente du rôle stabilisateur essentiel que nous jouons dans les Balkans occidentaux.

Ce sont autant d'avancées concrètes sur des problèmes concrets. Il nous faut avancer pas par pas: pourvu qu'on garde le cap, on arrivera au but!

En matière de politique étrangère, "notre Europe" n'est pas un seul bateau. Mais nous ne sommes pas non plus 27 bateaux séparés. Je préfère comparer l'Union à un convoi. Imaginez un convoi de 27 bateaux, naviguant sur les flots de l'océan géopolitique. 27 bateaux, battant chacun pavillon national et pavillon européen, poussés par un vent qui tantôt les éloigne les uns des autres pour quelque temps, tantôt les fait naviguer dans la même direction.

Ce que vous ne voyez pas, en revanche, c'est que sous l'eau, les bateaux, comme les 27 gouvernements de l'Union, sont tous reliés, économiquement et monétairement. Ils ne peuvent pas s'éloigner les uns des autres...

Jeudi dernier, ce convoi européen, piloté par les chefs d'Etat et de gouvernement, s'est employé à définir son cap stratégique.

L'Europe se fait jour par jour mais pas au jour le jour. La vision européenne pour les décennies à venir est inscrite dans le Traité de Lisbonne. Il ouvre beaucoup de chantiers. C'est un vaste programme. Il faut le réaliser dans des circonstances politiques difficiles, dans beaucoup d'États membres et dans un climat culturel où l'individualisme joue un très grand rôle. Mais on doit rester ambitieux pour notre Europe, pour sa cohésion interne et sa présence externe, aujourd'hui et demain.

Telle sera ma mission, en tant que Président du Conseil européen, et celle de plus d'un de mes successeurs; elle doit associer beaucoup d'acteurs dans nos 27 capitales et à Bruxelles, mais, j'en suis profondément convaincu, Notre Europe la réussira!
